

**Arrêté interpréfectoral portant ouverture d'une enquête publique préalable à la demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement présentée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Picardie concernant**

**la déviation à deux fois deux voies de la RN2 à Vaumoise**

**COMMUNES DE VAUMOISE – VEZ – VAUCIENNES – COYOLLES (02)**

DOSSIER N° 60-2012-00079

Le Préfet de l'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Préfet de l'Aisne  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L. 123-1 à 123-19, L.214-1 à L.214-6, R. 123-1 à R. 123-27 et R.214-8 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral de bassin n°2009-1531 du 20 novembre 2009 approuvant le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 donnant délégation de signature à M. Pierre-Philippe FLORID, Directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

VU l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur pour l'année 2012 ;

VU la demande présentée le 7 août 2012 par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie représenté par le Préfet de la région Picardie et par délégation, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, concernant la réalisation d'une déviation à deux fois deux voies de la RN2 à Vaumoise ;

VU la décision du 14 septembre 2012 du Président du Tribunal Administratif d'Amiens désignant le commissaire-enquêteur ;

**CONSIDERANT** que l'opération projetée, qui relève des rubriques 2.1.5.0 et 2.2.4.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, est soumise à autorisation ;

**SUR** proposition des Directeurs départementaux des territoires de l'Oise et de l'Aisne ;

# ARRENTENT

## ARTICLE 1

Il est procédé sur le territoire des communes de Vaumoise, Vez, Vauciennes et Coyolles à une enquête publique en vue de statuer sur la demande présentée par la DREAL de Picardie, au titre de la décision administrative suivante :

- Autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement (loi sur l'eau).

A l'issue de l'enquête publique, les autorités compétentes pour prendre la décision administrative pré-citée sont le Préfet de l'Oise et le Préfet de l'Aisne sur proposition des Directeurs départementaux des territoires de l'Oise et de l'Aisne.

## ARTICLE 2

Le projet de travaux consiste en l'aménagement d'ouvrages destinés à la gestion de l'assainissement des eaux pluviales par la création de noues, de bassins étanches et de bassins d'infiltration.

L'identité et les coordonnées de la personne publique responsable de l'écoulement des installations, travaux, ouvrages ou activités auprès de laquelle des informations peuvent être demandées sont :

DREAL de Picardie – Service déplacements, infrastructures, transport – Unité maîtrise d'ouvrage - 56 rue Jules Barni - 80040 Amiens – Tél. 03 22 82 92 12.

## ARTICLE 3

L'enquête publique se déroulera du lundi 12 novembre 2012 au mercredi 12 décembre 2012 inclus.

## ARTICLE 4

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- un dossier de demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;
- la mention des différentes autorisations nécessaires pour réaliser le projet et des autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

Un registre d'enquête unique est mis à disposition avec le dossier d'enquête pour l'ensemble des enquêtes publiques requises par les différentes procédures administratives.

Les registres d'enquête seront ouverts et datés par les maires des communes de Vaumoise, Vez, Vauciennes (Oise) et Coyolles (Aisne) et seront cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur.

## ARTICLE 5

Les pièces du dossier seront tenues à la disposition du public pendant 31 jours consécutifs du lundi 12 novembre 2012 au mercredi 12 décembre 2012 inclus dans les mairies des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations, ses propositions ou contre-propositions sur les registres d'enquêtes, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

## ARTICLE 6

M. Gabriel GUITTENY, demeurant à Beauvais (60000), est désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire pour recevoir les observations du public en mairie durant les permanences tenues aux jours, heures et lieux mentionnés ci-après :

Mairie de Vaumoise :

- le lundi 12 novembre 2012 de 15H à 17H
- le vendredi 23 novembre 2012 de 15H à 17H
- le mercredi 12 décembre de 10H à 11H30.

M. Robert LAHAYE , demeurant à Verneuil en Halatte (60550), est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant en cas d'empêchement du commissaire-enquêteur titulaire, qu'il remplace, et exerce ses fonctions jusqu'au terme de la procédure d'enquête publique.

Le public pourra aussi transmettre ses observations, ses propositions ou contre-propositions par écrit directement au commissaire-enquêteur titulaire en les envoyant au siège de l'enquête à l'adresse suivante :

Mairie de VAUMOISE - commissaire-enquêteur – M. Gabriel GUITTENY – déviation à deux fois deux voies de la RN2 à Vaumoise – 58 route de Chantilly – 60117 Vaumoise.

### **ARTICLE 7**

Il n'est pas prévu la mise à disposition du dossier d'enquête publique sur un site internet ou la possibilité pour le public de communiquer ses observations par voie électronique.

Les personnes qui souhaitent obtenir à leur frais la communication du dossier d'enquête publique peuvent en faire la demande par écrit auprès de l'autorité organisatrice de l'enquête à l'adresse suivante, dès la publication du présent arrêté :

Direction Départementale des Territoires de l'Oise  
Service Eau-Environnement-Forêt – Bureau de l'Eau et de la Pêche  
2 Bd Amyot d'Inville - BP 20317 - 60021 BEAUVAIS Cedex.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande auprès du commissaire-enquêteur pendant toute la durée de l'enquête.

### **ARTICLE 8**

Si le commissaire-enquêteur a l'intention de visiter les lieux concernés par l'opération, à l'exception des lieux d'habitation, et à défaut d'avoir pu y procéder de son propre chef en liaison avec le responsable du projet, il devra en informer au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Si les propriétaires et les occupants concernés n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire-enquêteur en fera mention dans le rapport d'enquête.

### **ARTICLE 9**

Si le commissaire-enquêteur entend faire compléter le dossier par des documents existants, utiles à la bonne information du public, sous réserve du respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi, il en fait la demande au responsable du projet. Toutefois, cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de celui-ci.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sera versé au dossier d'enquête tenu au siège de l'enquête publique désigné à l'article 6 du présent arrêté.

Un bordereau mentionnant la nature des pièces et la date à laquelle les documents ont été ajoutés en cours d'enquête sera joint au dossier d'enquête.

## **ARTICLE 10**

S'il estime nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire-enquêteur devra en aviser préalablement le préfet de l'Oise, le préfet de l'Aisne et le maître d'ouvrage en indiquant les modalités d'organisation de ladite séance.

Le préfet de l'Oise et le préfet de l'Aisne notifieront au commissaire-enquêteur leur accord ou leur refus. Leurs éventuels désaccords seront mentionnés au dossier tenu dans les mairies mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

En cas d'accord, le préfet de l'Oise, le préfet de l'Aisne et le commissaire-enquêteur arrêteront en commun, en liaison avec le maître d'ouvrage, les modalités de l'information préalable du public et du déroulement de la réunion publique. Les dispositions ainsi arrêtées seront notifiées au maître d'ouvrage.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prorogée pour une durée maximale de trente (30) jours, à la demande du commissaire-enquêteur, afin de permettre l'organisation de la réunion publique.

La décision motivée du commissaire-enquêteur sera notifiée aux préfets de l'Oise et de l'Aisne. La présente notification devra être parvenue au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. La décision sera portée à la connaissance du public par un affichage réalisé dans les conditions prévues à l'article 16, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

A l'issue de la réunion d'information et d'échange avec le public, un compte rendu sera établi par le commissaire-enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Il sera annexé par le commissaire-enquêteur, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet au rapport de fin d'enquête.

En l'espèce, l'accomplissement des formalités prévues aux articles 11 et 12 sera reporté à la clôture de l'enquête ainsi prorogée.

## **ARTICLE 11**

Le commissaire-enquêteur pourra auditionner à sa demande toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel de demande d'information ou l'absence de réponse sera mentionné par le commissaire-enquêteur dans son rapport.

## **ARTICLE 12**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête unique mis à disposition dans chaque mairie concernée sera transmis par celle-ci avec les documents annexés dans les 24 heures au commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre d'enquête unique mis à disposition dans chaque mairie concernée.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport rappelant le déroulement de l'enquête et examinera les observations, les propositions et contre-propositions recueillies durant l'enquête et les observations du responsable du projet le cas échéant. Il consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, datées et signées, en précisant nettement si elles sont favorables ou favorables avec réserves ou défavorables au projet présenté au public.

Dès réception des registres d'enquête et des documents annexes, le commissaire-enquêteur rencontrera sous huitaine le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales, celles-ci étant consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire un mémoire en réponse dans un délai de quinze (15) jours.

Conformément à l'article R.214-8 et par dérogation à l'article R.123-19 du code de l'environnement, l'ensemble du dossier d'enquête, accompagné des registres d'enquête unique et des pièces annexées, de son rapport et des conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises par les différentes procédures administratives seront alors transmis par le commissaire-enquêteur dans un délai d'un mois à compter de la date de la clôture de l'enquête ou le cas échéant, dans un délai de quinze jours à compter de la réception du mémoire en réponse du pétitionnaire ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, au préfet de l'Oise à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires de l'Oise  
Service Eau-Environnement-Forêt – Bureau de l'Eau et de la Pêche  
2 Bd Amyot d'Inville - BP 20317 - 60021 BEAUVAIS Cedex.

Le commissaire-enquêteur transmettra simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif d'Amiens.

### **ARTICLE 13**

Dès réception du rapport et des conclusions motivées, une copie des documents sera adressée sans délai aux autorités compétentes pour prendre les décisions au vu desquelles l'enquête publique unique a été organisée, au responsable du projet et aux mairies des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

Les documents seront tenus à la disposition du public dans les mairies mentionnées à l'article 1 du présent arrêté et aux préfectures de l'Oise et de l'Aisne pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront publiés et consultables sur le site internet des préfectures pendant la même durée.

### **ARTICLE 14**

Les conseils municipaux des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête ; ne pourront être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

L'avis des conseils municipaux des communes concernées devra être transmis à la sous-préfecture de l'arrondissement de Senlis, ainsi qu'une copie à la Direction départementale des territoires de l'Oise, à l'adresse mentionnée à l'article 12 du présent arrêté.

### **ARTICLE 15**

Si dès la réception des conclusions du commissaire-enquêteur, l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête constate une insuffisance ou un défaut de motivation de celles-ci, susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, elle adressera dans un délai de quinze (15) jours une lettre d'observation au président du tribunal administratif d'Amiens pour demander au commissaire-enquêteur de compléter ses conclusions.

Le commissaire-enquêteur remet ses conclusions complétées dans un délai d'un mois à l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête et au président du tribunal administratif d'Amiens.

### **ARTICLE 16**

Il sera procédé pour le compte du pétitionnaire par les soins de l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique unique, à l'insertion d'un avis au public d'ouverture d'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements de l'Oise et de l'Aisne, quinze jours au moins avant le début de celle-ci, c'est à dire dans les journaux parus au plus tard à la date du 27 octobre 2012 et, à titre de rappel, dans les huit premiers jours de celle-ci, soit dans les journaux à paraître entre le 12 novembre et le 19 novembre 2012.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du samedi 27 octobre 2012 au mercredi 12 décembre 2012 inclus par les soins des mairies concernées et par tout autre moyen en usage dans les communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

En outre, le maître d'ouvrage procédera à l'affichage dudit avis dans les mêmes conditions de délai et de durée dans ses locaux ainsi que sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés, sauf impossibilité. Cet avis devra être visible et lisible des voies publiques et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre en charge de l'environnement du 24 avril 2012.

Les formalités susvisées seront respectivement justifiées par un exemplaire des journaux parus et un certificat d'affichage retourné par les maires des communes concernées et par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 17**

Pendant l'enquête publique, en application du I de l'article L.123-14 du code l'environnement, le responsable du projet a la possibilité de suspendre l'enquête s'il estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles. La décision est prise par arrêté, après avoir entendu le commissaire-enquêteur, par l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête.

La poursuite de l'enquête publique est alors prolongée d'une durée d'au moins trente (30) jours et fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation dans les conditions fixées à l'article R.123-22 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 18**

Au vu des conclusions du commissaire-enquêteur, le responsable du projet en application du II de l'article L.123-14 du code l'environnement, a la possibilité de solliciter le déroulement d'une enquête complémentaire portant sur les avantages et les inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement, s'il estime souhaitable d'apporter au projet des changements qui en modifient l'économie générale.

L'ouverture de l'enquête publique complémentaire, d'une durée minimale de quinze (15) jours, fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation dans les conditions fixées à l'article R.123-23 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 19**

Les informations relatives au déroulement de l'enquête publique prescrites dans le présent arrêté peuvent être consultées sur le site Internet de la préfecture de l'Oise et de l'Aisne pendant un an à l'adresse suivante :

[www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr)

[www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

#### **ARTICLE 20**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Senlis, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Soissons, le Directeur départemental des territoires de l'Oise, le Directeur départemental des territoires de l'Aisne, les Maires de Vaumoise, Vez, Vauciennes et Coyolles, le commissaire-enquêteur titulaire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à :

M. le Président du Tribunal Administratif d'Amiens ;

M. Robert LAHAYE, commissaire-enquêteur suppléant ;

M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie.

Fait à BEAUVAIS, le **12 OCT. 2012**

Fait à LAON, le **05 OCT. 2012**

Pour le préfet  
et par délégation  
le secrétaire général  
  
**Patrick ALLAERT**

Pour le Préfet de l'Aisne  
et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires  
  
Pierre-Philippe FLORID